

F. 2000 — 45

[S - C - 99/29535]

7 JUN 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création d'un Centre d'auto-formation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifiée par les lois des 31 mars 1967, 6 juillet 1970, 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, 18 février 1977, 2 juillet 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984, par la loi du 31 juillet 1984, par l'arrêté royal du 28 septembre 1984, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986, par les Décrets des 26 juin 1992, 18 mai 1993, 27 décembre 1993, 24 juillet 1997;

Vu l'arrêté royal du 29 août 1966 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 22 septembre 1967, 21 octobre 1968, 25 novembre 1976, 16 décembre 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984 et par la loi du 31 juillet 1984;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel de service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux des 22 mars 1971, 18 mars 1976, 14 novembre 1978, 4 avril 1980, 5 mars 1981 et 27 mai 1981, par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 16 février 1983, 1^{er} septembre 1983, 1^{er} août 1984, 29 août 1985 et 11 décembre 1987, par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 26 juillet 1989, 20 novembre 1989, 21 mai 1991, 14 août 1991, 24 septembre 1991, 27 septembre 1991, 24 août 1992 et 17 février 1993, par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 10 juin 1993, 19 juillet 1993, 4 juillet 1994, 7 avril 1995 et 9 janvier 1996, par le Décret du 24 juin 1996, par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 28 juin 1996, 30 août 1996 et 24 octobre 1996, par le Décret du 24 juillet 1997, par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998, par le Décret du 6 avril 1998, par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mai 1998 et par les Décrets des 17 juillet 1998, 4 janvier 1999 et 8 février 1999;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux des 15 avril 1977 et 30 mars 1981, par les arrêtés royaux n° 69 du 20 juillet 1982 et n° 70 du 20 juillet 1982, par l'arrêté royal du 28 avril 1983, par la loi du 31 juillet 1984, par les arrêtés royaux des 22 mars 1985 et 27 mars 1985, par la loi du 1^{er} août 1985, par les arrêtés royaux des 12 novembre 1986, 13 janvier 1988 et 20 décembre 1988, par l'arrêté de l'Exécutif du 2 janvier 1992, par les arrêtés du Gouvernement des 10 juin 1993, 16 septembre 1993, 4 juillet 1994, 12 janvier 1995, 26 janvier 1995, 15 mai 1995 et 28 août 1995, par le Décret du 24 juin 1996, par les arrêtés du Gouvernement des 30 août 1996 et 24 octobre 1996, par le Décret du 4 février 1997 et par l'arrêté du Gouvernement du 8 mai 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création d'un Centre d'auto-formation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 15 octobre 1996 et 24 juillet 1997;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 5 mai 1999;

Vu les protocoles du Comité de secteur IX du 26 mai 1999 et du Comité des Services publics provinciaux et locaux Section II du 26 mai 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3 tel que modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la nécessité de donner au Centre d'autoformation et de formation continuée des structures définitives pour lui permettre de fonctionner normalement dès l'année scolaire 1999-2000 ne permet plus de solliciter l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 7 juin 1999,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 3, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création d'un Centre d'auto-formation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 1996, les mots « administration de l'Organisation des Etudes » sont remplacés par les mots « administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique ».

Art. 2. Dans le même arrêté, il est inséré un article 3^{ter} rédigé comme suit :

« Article 3^{ter}. § 1^{er}. Le Centre peut créer des Pôles d'Innovation Technologique ci-après dénommés « P.I.Tech » en abrégé, correspondant aux secteurs « Agronomie », « Industrie », « Construction », « Hôtellerie-Alimentation », « Habillement », « Arts appliqués », « Economie », « Service aux personnes » et « Sciences appliquées ».

§ 2. Dans le cadre de la création des P.I.Tech, les missions du Centre sont les suivantes :

- renforcer et étendre les partenariats avec le monde de l'entreprise,
- proposer, dans le cadre d'une collaboration entre les établissements d'enseignement et les entreprises, des formations de perfectionnement et de spécialisation aux élèves et aux étudiants ainsi qu'une actualisation des connaissances professionnelles des enseignants de l'ensemble des niveaux d'études, des formes et des filières d'enseignement.

§ 3. Les objectifs de chaque P.I.Tech, au sein de son champ d'activités spécifiques, sont les suivants :

1. au niveau de la formation :

- développer les synergies nécessaires en matière de formations et d'équipements performants;
- étudier des projets de formation en rapport avec des besoins nouveaux;
- organiser des formations dans les domaines techniques;
- concevoir et expérimenter de nouveaux outils pédagogiques en rapport avec l'évolution technologique.

2. au niveau de la documentation et de l'information :

- collecter, en collaboration avec le monde de l'entreprise, des données à caractère économique, scientifique et technologique;
- traiter les informations et la documentation;
- organiser des réseaux d'information entre les P.I.Tech., les institutions d'enseignement, le Centre, l'Administration et le monde de l'entreprise;
- utiliser le serveur interréseaux RESTODE pour la diffusion de l'information.

§ 4. Le Conseil de gestion du Centre soumet au Ministre compétent des conventions de collaboration avec les pouvoirs organisateurs de l'enseignement non confessionnel afin de créer des P.I.Tech. appelés « P.I.Tech mixtes ».

Ces conventions définissent le cadre structurel et le mode de fonctionnement des P.I.Tech mixtes.

Elles incluent dans la poursuite des objectifs définis au § 3 du présent article, l'utilisation des serveurs des pouvoirs organisateurs des institutions constituant le P.I.Tech.

§ 5. Le Centre assure la coordination générale des P.I.Tech.

Art. 3. Dans l'article 4 du même arrêté, tel que remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 15 octobre 1996, les mots « Administration de l'Organisation des Etudes » sont remplacés par les mots « Administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique ».

Art. 4. Dans l'article 5 du même arrêté, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement des 15 octobre 1996 et 24 juillet 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1. dans le § 2, l'alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :

« Le Conseil de gestion se compose :

- de l'Administrateur général de l'enseignement et de la recherche scientifique, président;
- du Directeur général adjoint du Service général des affaires pédagogiques, de la recherche en pédagogie et du pilotage de l'enseignement organisé par la Communauté française, vice-président;
- des Inspecteurs généraux;
- des Inspecteurs coordonnateurs;
- d'un Inspecteur coordonnateur des Centres psycho-médico-sociaux;
- du Directeur du Centre d'autoformation et de formation continue de l'enseignement de la Communauté française »;

2. dans le § 3, les mots « l'Administrateur secrétaire » sont remplacés par les mots « le secrétaire comptable ».

Art. 5. Dans l'article 17 du même arrêté, les mots « direction d'administration des bâtiments scolaires de la Communauté française » sont remplacés par les mots « direction générale des infrastructures de la Communauté française ».

Art. 6. Dans le même arrêté, il est inséré un article 17bis rédigé comme suit :

« Article 17bis. § 1^{er}. Chaque P.I.Tech. est composé d'institutions d'enseignement de la Communauté française ainsi que d'organismes techniques et scientifiques compétents dans les secteurs visés à l'article 3ter, § 1^{er}

Il détermine son siège parmi l'une des institutions précitées.

§ 2. L'Inspection de l'enseignement organisé par la Communauté française est associée à la poursuite des objectifs définis à l'article 3ter, § 3.

§ 3. Chaque P.I.Tech. élabore un rapport annuel d'activités qui est transmis au Conseil de gestion du Centre d'auto-formation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française, au plus tard pour le 30 août de chaque année.

§ 4. Dans chaque P.I.Tech., il est créé un Comité de gestion quotidienne composé :

- des chefs d'établissement des institutions d'enseignement membres du P.I.Tech.;
- d'un coordonnateur choisi parmi les chefs d'établissement des institutions d'enseignement membres du P.I.Tech.;
- de personnes-ressources extérieures.

§ 5. Le Comité de gestion quotidienne du P.I.Tech. prend les mesures qui permettent la gestion efficace de celui-ci.

Ainsi il :

- détermine les orientations en matière de formation, de documentation et d'information;
- programme et organise les différentes activités;
- assure le suivi des activités, procède à leur évaluation et élabore le rapport annuel visé au § 3 du présent article;
- dresse l'inventaire de la documentation et de l'équipement performant;
- collecte, traite l'information et en assure la diffusion;
- veille à l'utilisation optimale de l'équipement de pointe;
- désigne les personnes-ressources.

§ 6. Les offres de formation des P.I.Tech. sont reprises sur le serveur interréseaux RESTODE.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 8. La Ministre-Présidente ayant l'Education dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 juin 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
La Ministre-Présidente chargée de l'Education,
Mme L. ONKELINX

—
VERTALING

N. 2000 — 45

[S - C - 99/29535]

7 JUNI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 7 april 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende oprichting van een "Centre d'auto-formation et de formation continuée" voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het Rijksonderwijs, gewijzigd bij de wetten van 31 maart 1967, 6 juli 1970, 27 juli 1971, 11 juli 1973, 19 december 1974, 18 februari 1977, 2 juli 1981, bij koninklijk besluit nr. 296 van 31 maart 1984, bij de wet van 31 juli 1984, bij koninklijk besluit van 28 september 1984, bij koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986, bij de decreten van 26 juni 1992, 18 mei 1993, 27 december 1993, 24 juli 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 houdende het statuut van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 september 1967, 21 oktober 1968, 25 november 1976, 16 december 1981, bij het koninklijk besluit nr. 296 van 31 maart 1984 en bij de wet van 31 juli 1984;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 houdende vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en onderwijs voor sociale promotie van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 maart 1971, 18 maart 1976, 14 november 1978, 4 april 1980, 5 maart 1981 en 27 mei 1981, bij het koninklijk besluit nr. 69 van 20 juli 1982, bij de koninklijke besluiten van 16 februari 1983, 1 september 1983, 1 augustus 1984, 29 augustus 1985 en 11 december 1987, bij de besluiten van 26 juli 1989, 20 november 1989, 21 mei 1991, 14 augustus 1991, 24 september 1991, 27 september 1991, 24 augustus 1992 en 17 februari 1993 van de Executieve van de Franse Gemeenschap, bij de besluiten van 10 juni 1993, 19 juli 1993, 4 juli 1994, 7 april 1995 en 9 januari 1996 van de Regering van de Franse Gemeenschap, bij het decreet van 24 juni 1996, bij de besluiten van 28 juni 1996, 30 augustus 1996 en 24 oktober 1996 van de Regering van de Franse Gemeenschap, bij het decreet van 24 juli 1997, bij het besluit van 12 januari 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap, bij het decreet van 6 april 1998, bij het besluit van 8 mei 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap en bij de decreten van 17 juli 1998, 4 januari 1999 en 8 februari 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen in toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunsten normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 april 1977 en 30 maart 1981, bij de koninklijke besluiten nr. 69 van 20 juli 1982 en nr. 170 van 20 juli 1982, bij het koninklijk besluit van 28 april 1983, bij de wet van 31 juli 1984, bij de koninklijke besluiten van 22 maart 1985 en 27 maart 1985, bij de wet van 1 augustus 1985, bij de koninklijke besluiten van 12 november 1986, 13 januari 1988 en 20 december 1988, bij het besluit van 2 januari 1992 van de Executieve van de Franse Gemeenschap, bij de besluiten van 10 juni 1993, 16 september 1993, 4 juli 1994, 12 januari 1995, 26 januari 1995, 15 mei 1995 en 28 augustus 1995 van de Regering, bij het decreet van 24 juni 1996, bij de besluiten van 30 augustus 1996 en 24 oktober 1996 van de Regering, bij het decreet van 4 februari 1997 en bij het besluit van 8 mei 1998 van de Regering;

Gelet op het besluit van 7 april 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende oprichting van een "Centre d'auto-formation et de formation continuée" voor het Onderwijs van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij de besluiten van 15 oktober 1996 en 24 juli 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 mei 1999;

Gelet op de protocollen van 26 mei 1999 van het Comité van sector IX en van het protocol van 26 mei 1999 van het Comité van de provinciale en lokale Overheidsdiensten - Afdeling II;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3 zoals gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat door de noodzakelijkheid om aan de "Centre d'auto-formation et de formation continuée" definitieve structuren te geven om het centrum de mogelijkheid te bieden normaal te werken vanaf het schooljaar 1999-2000, het niet meer mogelijk is het advies van de Raad van State in te winnen;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van 7 juni 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 3, 1°, van het besluit van 7 april 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende oprichting van een "Centre d'auto-formation et de formation continuée" voor het Onderwijs van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij het besluit van 15 oktober 1996 van de Regering van de Franse Gemeenschap, worden de woorden "bestuur Organisatie van het onderwijs" vervangen door de woorden "algemeen bestuur voor het onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek".

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt er een artikel 3ter ingevoegd luidend als volgt :

« Artikel 3ter. § 1. Het Centrum kan Technologische Innovatiepolen oprichten, hierna afgekort "Tech I.P." genoemd, die overeenstemmen met de afdelingen "Agronomie", "Nijverheid", "Bouwkunde", "Hotelbedrijf-Voeding", "Kledij", "Toegepaste Kunsten", "Economie", "Dienstverlening aan de mensen" en "Toegepaste Wetenschappen".

§ 2. In het kader van de oprichting van de Tech.I.P.'s, zijn de opdrachten van het centrum de volgende :

- de partnerships met het bedrijfsmilieu verstevigen en uitbreiden;
- in het kader van een samenwerking tussen de onderwijsinrichtingen en de bedrijven, vormingen voor vervolmaking en specialisatie voorstellen aan de leerlingen en de studenten alsook een actualisatie van de beroepskennissen van de leerkrachten van al de studieniveaus, van de vormen en de filières inzake onderwijs.

§ 3. De doelstellingen van elke Tech.I.P. op zijn gebied van specifieke activiteiten zijn de volgende :

1. op het niveau van de vorming :

- de nodige synergieën uitspannen inzake vormingen en uitrustingen die hoge prestaties toelaten;
- projecten inzake vorming bestuderen in verband met nieuwe behoeften;
- vormingen houden op technische vlakken;
- nieuwe pedagogische werkmiddelen uitvinden en testen die verband houden met de technologische evolutie.

2. op het vlak van de documentatie en de informatie :

- gegevens van economische, wetenschappelijke en technologische aard verzamelen, in samenwerking met het bedrijfsmilieu;
- de informatie en de documentatie verwerken;
- informatienetten tussen de Tech.I.P.'s, de onderwijsinrichtingen, het Centrum, de Administratie en het bedrijfsmilieu organiseren;
- de internetservers RESTODE gebruiken voor de verspreiding van de informatie.

§ 4. De Raad van Beheer van het Centrum legt aan de bevoegde Minister overeenkomsten voor om samen te werken met de inrichtende machten van het niet-confessioneel onderwijs om tech.I.P.'s op te richten, "gemengde Tech.I.P.'s" genoemd.

Deze overeenkomsten bepalen het structureel kader en de werkwijze van de gemengde Tech.I.P.'s.

In het nastreven van de doelstellingen bepaald bij § 3 van dit artikel wordt het gebruik van de servers van de inrichtende machten van de instellingen betrokken die de Tech.I.P. vormen.

§ 5. Het Centrum zorgt voor de algemene coördinatie van de Tech.I.P.'s.

Art. 3. In artikel 4 van hetzelfde besluit zoals vervangen door het besluit van 15 oktober 1996 van de Regering, worden de woorden "bestuur Organisatie van het Onderwijs" vervangen door de woorden "Algemeen Bestuur voor het onderwijs en het Wetenschappelijk onderzoek".

Art. 4. Aan artikel 5 van hetzelfde besluit zoals gewijzigd bij de besluiten van 15 oktober 1996 en 24 juli 1997 van de Regering worden de volgende wijzigingen gebracht :

1. in § 2, wordt lid 1 vervangen door de volgende bepaling :

« De Raad van beheer bestaat uit :

- de administrateur-generaal van het onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek, voorzitter;
- de adjunct-directeur-generaal van de Algemene Dienst voor pedagogische zaken, de vorsing inzake pedagogie en de begeleiding van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, ondervoorzitter;
- de inspecteurs-generaal;
- de inspecteurs-coördinatoren;
- een inspecteur-coördinator van de psycho-medisch-sociale centra;
- de directeur van het "Centre d'auto-information et de formation continuée" van het onderwijs van de Franse Gemeenschap;

2. in § 3 worden de woorden "beheerder-secretaris" vervangen door de woorden "de rekenplichtige secretaris".

Art. 5. In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de woorden "bestuursdirectie Schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap" vervangen door de woorden "algemene directie voor de infrastructuur van de Franse Gemeenschap".

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt er een artikel 17bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 17bis. § 1. Elke Tech.I.P bestaat uit onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschap alsook uit technische en wetenschappelijke instellingen die bevoegd zijn voor de afdelingen bedoeld bij artikel 3ter, § 1.

Hij vestigt zijn zetel in een van voormelde instellingen.

§ 2. De Inspectie van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap wordt betrokken bij het nastreven van de doelstellingen bepaald bij artikel 3ter, § 3.

§ 3. Elke Tech.I.P maakt een jaarlijks activiteitenverslag op dat naar de Raad van beheer van het "Centre d'auto-formation et de formation continuée" van het onderwijs van de Franse Gemeenschap uiterlijk 30 augustus van elk jaar wordt gezonden.

§ 4. In elk Tech.I.P. wordt er een Comité voor dagelijks beheer opgericht bestaande uit :

- de inrichtingshoofden van de onderwijsinrichtingen die lid zijn van de Tech.I.P;
- een coördinator gekozen onder de inrichtingshoofden van de onderwijsinrichtingen die lid zijn van de Tech.I.P;
- personen-hulpkrachten van buitenshuis.

§ 5. Het Comité voor het dagelijks beheer van de Tech.I.P neemt maatregelen die een efficiënt beheer ervan toelaten.

Aldus :

- bepaalt het de oriëntaties inzake vorming, documentatie en informatie;
- programmeert en organiseert het de verschillende activiteiten;
- zorgt het voor het opvolgen van de activiteiten, maakt het de evaluatie ervan en stelt het jaarverslag op bedoeld bij § 3 van dit artikel;
- maakt het de inventaris op van de documentatie en van de uitrusting die performender is;
- verzamelt het en bewerkt het de informatie en zorgt het voor haar verspreiding;
- zorgt het voor het optimaal gebruik van de topuitrusting;
- stelt het de personen aan die als hulpkracht van buitenshuis optreden.

§ 6. De aanbiedingen inzake vorming vanwege de Tech.I.P's worden op de server internetten RESTODE uitgezonden.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het werd ondertekend.

Art. 8. De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het Onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 juni 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs,
Mevr. L. ONKELINX



N. 2000 — 46

[C - 99/29707]

29 OCTOBRE 1999. — Arrêté modifiant l'arrêté du 15 octobre 1997 portant délégations de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux du Commissariat général aux relations internationales

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret du 1er juillet 1982 créant un Commissariat général aux relations internationales;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mai 1997 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Commissariat général aux Relations internationales;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1991 portant règlement de son fonctionnement;

Vu l'arrêté du 15 octobre 1997 portant délégations de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux du Commissariat général aux relations internationales;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 29 octobre 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 octobre 1999;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique donné le 16 novembre 1999;

Considérant qu'il convient de prendre les mesures améliorant le contrôle de la gestion du Commissariat général aux relations internationales et pour ce faire de modifier les délégations prévues dans l'arrêté du 15 octobre 1997 portant délégations de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux du Commissariat général aux relations internationales;

Sur la proposition du Ministre-Président, Ministre des Relations internationales,

Arrête :

Artikel 1. Dans l'article 11 de l'arrêté du 15 octobre 1997 portant délégations de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux du Commissariat général aux relations internationales, ci-après dénommé l'Arrêté, est inséré un second alinéa rédigé comme suit :

« En ce qui concerne les subventions facultatives, le Commissaire général est autorisé à accorder ces subventions jusqu'à concurrence d'un montant de 100.000francs après en avoir informé le Ministre des relations internationales. ».